



## Synthèse de la gestion 2019

Après un fort rebond en 2018, l'épargne brute dégagée par le budget principal de la Ville de Blois a reculé de -1,8% en 2019. A 205 € par habitant, elle s'établit néanmoins au dessus de la moyenne nationale (191 €) constatée en 2018 pour les communes relevant de la même strate démographique (20 000 à 49 999 habitants).

Alimentée par la baisse de la charge du remboursement de la dette en capital, la capacité d'autofinancement nette affiche quant à elle une croissance de +8,4%. Le service de la dette (charge des frais financiers et du remboursement du capital) représente 8,2% des recettes réelles de fonctionnement. La comparaison des dépenses et recettes de fonctionnement entre les exercices 2018 et 2019 est rendue malaisée par le déplacement de l'activité « château royal et tourisme d'affaires » vers un budget annexe. Cependant, les soldes intermédiaires de gestion restent parfaitement comparables, la charge nette de cette activité pesant bien sur le budget principal au travers de la subvention d'équilibre versée. Cette dernière a été arrêtée à 460 K€ contre une prévision initiale de 637 K€. Le résultat cumulé du budget annexe excédant les 300 K€, cela signifie que la subvention d'équilibre aurait pu plafonner à 160 K€.

Pour son dernier exercice sous compétence municipale avant transfert à l'échelon intercommunal, le budget annexe eau potable a dégagé un excédent de clôture de 2,3 M€. Cet excédent sera additionné aux résultats du budget principal de la Ville en 2020 et repris en 2021 sur ce même budget.

A taux constant (depuis 2012) la dynamique des produits de fiscalité directe a été particulièrement favorable en 2019, soutenue, il est vrai, par la revalorisation forfaitaire des bases votée par le Parlement. Les bases brutes de TH connaissent une progression de +1,58% dans leur composante physique. Les bases des locaux d'habitation ordinaire imposées à la taxe foncière enregistrent une croissance physique de +1,2%. En revanche, les bases imposées des locaux à usage professionnel et commercial marquent le pas (-0,3%) tirant la progression de l'ensemble vers le bas compte tenu de leur poids, environ 23%, dans le total des bases imposées.

Disposant d'une trésorerie suffisante en fin d'exercice (avec un pic à 10,5 M€ la journée du 21 octobre 2019), la Ville a fait le choix, pour financer ses investissements (14 M€), de ne pas mobiliser d'emprunts nouveaux sur son budget principal au titre de 2019, hormis ceux portés en restes à réaliser au titre de l'exercice 2018. Cette décision a mécaniquement fait plonger le fonds de roulement (-3,3 M€). La trésorerie reste positive du fait de l'augmentation des dettes d'exploitation et de la baisse concomitante de l'actif circulant.

Ainsi, l'encours municipal est tombé à 60,8 M€ fin 2019, 57 M€ si on retranche la dette du budget annexe de l'eau transférée à Agglopolys au 1<sup>er</sup> janvier 2020. L'amortissement naturel de l'encours, légèrement soutenu par un remboursement anticipé de 306 K€, explique l'essentiel de ce retrait ; la Ville n'ayant mobilisé que 0,6 M€ d'emprunts nouveaux (restes à réaliser 2018) sur l'exercice.

L'environnement de taux longs extrêmement bas a dégradé le bilan actuariel de la dette municipale, fixe à seulement 55% mais dont une part substantielle du compartiment indexé pâtit de floors élevés (21,3 % du total si l'on comptabilise le floor sur inflation et l'encours Livret A). Le surcoût actuariel de l'encours atteint ainsi 4,8 M€ à la fin de 2019, soit 8,4% du capital restant dû de 57 M€.

La bonne tenue des deux principaux ratios de solvabilité au terme de la gestion 2019 - taux d'épargne brute à 12,9% (12,7% en 2018) et capacité de désendettement de 5,2 ans (5,5 ans en 2019) - sera soumise à l'épreuve de la crise sanitaire en 2020 sous le coup notamment de l'effondrement des recettes tarifaires des deux budgets annexes culturels. Ces recettes équivalaient à 91% de la capacité d'autofinancement nette du budget principal en 2019.

## 1. Analyse de la gestion 2019 – budget principal Ville de Blois

### 1.1. Niveau de consommation des crédits – taux de réalisation

#### Section de fonctionnement

<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	alloué 2019	réalisé 2019	% 2019	rappel % 2017	rappel % 2018
Atténuations de charges (013)	170 000,00	222 836,21	131%	146%	115%
Produits des services et du domaine (70)	3 851 511,00	4 210 503,04	109%	104%	108%
Impôts et taxes (73)	53 201 718,00	53 717 882,06	101%	100%	101%
Dotations, subventions, et participations (74)	15 920 232,05	16 218 184,01	102%	102%	102%
Autres produits de gestion courante (75)	940 510,00	1 028 409,19	109%	104%	98%
Produits financiers (76)	24 169,00	14 888,06	62%	143%	107%
Produits exceptionnels (77) hors produits de cessions	256 000,00	510 698,77	199%	131%	134%
Reprises sur amortissements et provisions (18)	112 500,00	7 900,00	7%	100%	
	<b>74 476 640,05</b>	<b>75 931 301,34</b>	<b>102%</b>	<b>101%</b>	<b>102%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>	alloué 2019	réalisé 2019	% 2019	rappel % 2017	rappel % 2018
Charges à caractère général (011)	13 286 881,21	13 022 740,24	98%	95%	96%
Charges de personnel et frais assimilés (012)	42 340 224,16	41 685 400,86	98%	100%	99%
Atténuations de produits (014)	26 113,00	23 192,00	89%	100%	95%
Autres charges de gestion courante (65)	9 644 610,00	9 587 159,30	99%	99%	99%
Charges financières (66)	1 179 800,00	1 001 091,86	85%	98%	94%
Charges exceptionnelles (67)	753 748,91	737 267,69	98%	97%	91%
Dotations aux amortissements et provisions (68)	112 500,00	112 500,00	100%		
	<b>67 343 877,28</b>	<b>66 169 351,95</b>	<b>98%</b>	<b>99%</b>	<b>98%</b>

#### Section d'investissement (cumul avec les restes à réaliser)

Les restes à réaliser correspondent aux dépenses et recettes engagées juridiquement et comptablement avant le 31/12 mais qui n'ont pas fait l'objet d'une exécution budgétaire sur l'exercice.

<b>Dépenses d'investissement</b>	alloué 2019	réalisé 2019	RAR	% 2019
dotations, fonds divers	50 911,42	50 911,04		100%
emprunts hors mouvements revolving	13 510 180,50	5 203 135,31		39%
subventions d'équipement versées	3 079 844,00	2 748 745,00	315 711,00	100%
opérations d'équipement	15 173 587,59	10 369 249,17	3 090 699,94	89%
autres immobilisations financières	821 520,55	819 220,14		100%
participations	200 000,00	200 000,00		100%
avances marchés publics	150 000,00	55 949,46		37%
opérations pour compte de tiers et sous mandat	746 225,00	389 506,37	34 632,24	57%
	<b>33 732 269,06</b>	<b>19 836 716,49</b>	<b>3 441 043,18</b>	<b>69%</b>
<b>Recettes d'investissement</b>	alloué 2019	réalisé 2019	RAR	% 2019
dotations, fonds divers	7 892 901,77	7 897 635,22		100%
subventions d'investissement	7 111 281,13	2 253 003,56	3 847 724,52	86%
emprunts hors mouvements revolving	13 359 220,74	473 330,00	3 030 000,00	26%
autres immobilisations financières	283 900,00	201 000,00		71%
produits de cessions	2 037 321,18	1 642 965,00		81%
avances marchés publics	150 000,00	40 800,72		27%
opérations pour compte de tiers	570 560,00	347 847,02	226 732,11	101%
	<b>31 405 184,82</b>	<b>12 856 581,52</b>	<b>7 104 456,63</b>	<b>64%</b>

## 1.2. Résultat de clôture

Le résultat d'exercice correspond au solde de l'ensemble des recettes moins l'ensemble des dépenses de l'exercice.

Le résultat de clôture correspond à la somme du résultat d'exercice et du résultat (positif ou négatif) de clôture de l'exercice précédent diminué, le cas échéant, de la part affectée à l'investissement.

Le résultat cumulé correspond à la somme du résultat de clôture et du solde des restes à réaliser (recettes moins dépenses) au 31/12.

	2015	2016	2017	2018	2019
Résultat d'exercice	13 757 439,76	3 038 008,99	6 543 265,97	5 165 054,25	2 781 814,42
Résultat de clôture	4 539 049,91	2 728 529,32	2 160 567,96	1 465 811,61	-2 023 864,11
Résultat cumulé	3 331 812,90	2 677 201,50	1 800 920,15	1 934 641,48	1 639 549,34

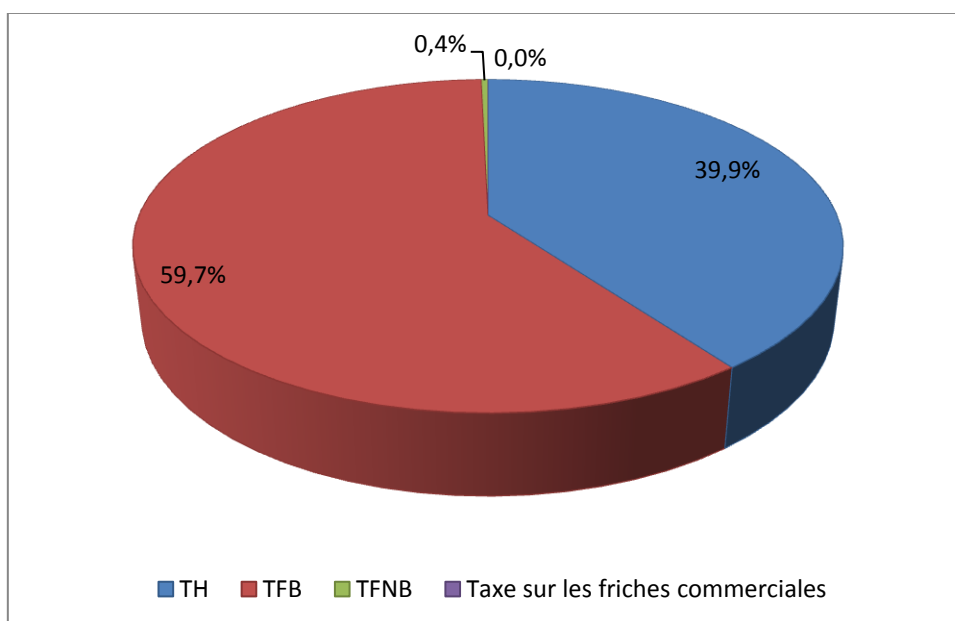
### 1.3. Niveaux d'épargne en K€

EXERCICES	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>76 420</b>	<b>76 936</b>	<b>78 093</b>	<b>75 931</b>
<i>Variation</i>	-2,1%	0,7%	1,5%	-2,8%
Contributions directes (Impôts ménages)	30 962	31 164	31 846	32 578
	-0,9%	0,7%	2,2%	2,3%
Attribution de compensation	16 048	16 048	16 045	16 045
	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dotation de solidarité communautaire	1 655	1 655	1 655	1 655
	-0,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Taxe additionnelle aux droits de mutation	1 128	1 244	1 483	1 405
	-1,7%	10,3%	19,2%	-5,3%
Autres recettes de fiscalité indirecte et reversée (73)	2 019	2 029	1 920	2 035
	6,5%	0,5%	-5,4%	6,0%
Compensations fiscales	1 301	1 399	1 401	1 499
	-11,4%	7,6%	0,1%	7,0%
Dotation globale de fonctionnement	9 201	7 664	6 779	6 671
	-15,6%	-16,7%	-11,5%	-1,6%
<b>Contribution réduction concours Etat</b>	<b>-1 494</b>	<b>-708</b>		
Dotation de solidarité urbaine	3 469	3 981	4 278	4 530
	1,0%	14,8%	7,5%	5,9%
Autres participations et subventions (74)	3 746	3 645	3 743	3 209
	9,2%	-2,7%	2,7%	-14,2%
Produits des services et du domaine (70)	6 210	6 655	6 940	4 211
	-5,0%	7,2%	4,3%	-39,3%
Produits divers de gestion courante (75)	1 018	937	989	1 028
	37,0%	-7,9%	5,6%	4,0%
Produits financiers (76)	101	17	11	15
	240,1%	-83,1%	-37,4%	38,6%
Produits exceptionnels (77 hors aliénations)	480	562	464	511
	31,2%	16,9%	-17,4%	10,1%
Dotation nationale de péréquation	318	382	344	309
	7,7%	20,0%	-10,0%	-10,0%
Atténuations de charges (013)	243	238	195	223
	-21,3%	-2,0%	-18,0%	14,1%
Reprise sur provisions (78)	14	25	-	8
<b>Dépenses de gestion</b>	<b>65 345</b>	<b>67 333</b>	<b>66 987</b>	<b>65 168</b>
<i>Variation</i>	-1,0%	3,0%	-0,5%	-2,7%
Charges à caractère général (011)	13 117	13 656	13 839	13 023
	-2,1%	4,1%	1,34%	-5,90%
Charges de personnel (012)	42 036	43 476	43 406	41 685
	-0,3%	3,4%	-0,16%	-3,96%
<b>Charges directes (012)</b>	<b>40 041</b>	<b>41 506</b>	<b>41 478</b>	<b>39 749</b>
	-0,3%	3,7%	-0,1%	-4,2%
<b>Mise à disposition mutualisation (012)</b>	<b>1 565</b>	<b>1 576</b>	<b>1 573</b>	<b>1 598</b>
	0,0%	0,7%	-0,2%	1,6%
<b>Mise à disposition hors mutualisation (012)</b>	<b>430</b>	<b>395</b>	<b>356</b>	<b>338</b>
	-4,0%	-8,3%	-9,9%	-4,9%
Participations et subventions (65)	9 696	9 616	9 472	9 587
	-1,6%	-0,8%	-1,5%	1,2%
<b>Service Incendie</b>	<b>2 314</b>	<b>2 318</b>	<b>2 339</b>	<b>2 365</b>
	0,0%	0,2%	0,9%	1,1%
<b>Subventions de fonctionnement</b>	<b>4 425</b>	<b>4 454</b>	<b>4 420</b>	<b>4 362</b>
	-0,2%	0,7%	-0,8%	-1,3%
<b>Autres</b>	<b>2 957</b>	<b>2 844</b>	<b>2 713</b>	<b>2 860</b>
	-4,9%	-3,8%	-4,6%	5,4%
Atténuations de produits (014)	222	266	18	23
	81,5%	19,8%	-93,2%	28,3%
Charges exceptionnelles (67)	250	320	252	737
	-43,6%	28,0%	-21,2%	192,6%
Provisions (68)	25	-	-	113

EXERCICES	2016	2017	2018	2019
<b>Épargne de gestion</b>	<b>11 074</b>	<b>9 603</b>	<b>11 106</b>	<b>10 763</b>
<i>Variation</i>	-8,4%	-13,3%	15,7%	-3,1%
Charges financières existantes (66)	1 478	1 371	1 169	1 001
Charges financières nouvelles (66)				
<b>Total charges financières (66)</b>	<b>1 478</b>	<b>1 371</b>	<b>1 169</b>	<b>1 001</b>
<b>Épargne brute</b>	<b>9 596</b>	<b>8 232</b>	<b>9 938</b>	<b>9 762</b>
<i>Variation</i>	-8,1%	-14,2%	20,7%	-1,8%
Remboursement de la dette existante	5 823	5 992	5 731	5 202
Remboursement de la dette nouvelle				
<b>Total remboursement dette</b>	<b>5 823</b>	<b>5 992</b>	<b>5 731</b>	<b>5 202</b>
<b>Épargne nette</b>	<b>3 773</b>	<b>2 240</b>	<b>4 206</b>	<b>4 560</b>
<i>Variation</i>	-20,7%	-40,6%	87,8%	8,4%
Dépenses d'équipement	15 028	13 897	14 456	13 928
<i>dont opérations</i>	11 908	9 690	9 973	10 369
<i>dont équipement courant</i>	-	-	-	-
<i>dont subventions d'équipements versées</i>	3 120	4 207	4 483	3 559
Immobilisations financières	-	49	97	9
Autres dépenses	498	465	133	646
Subventions d'équipement	2 521	2 738	3 010	2 253
FCTVA	2 257	3 635	1 683	1 421
Cessions d'immobilisations	300	286	574	1 643
Autres recettes	617	282	490	772
<b>Besoin de financement de la section d'inv.</b>	<b>6 059</b>	<b>5 229</b>	<b>4 723</b>	<b>3 935</b>
<b>Emprunts</b>	<b>4 248</b>	<b>4 662</b>	<b>4 029</b>	<b>445</b>
<b>Variation du fonds de roulement</b>	<b>-1 811</b>	<b>-568</b>	<b>-695</b>	<b>-3 490</b>
Endettement au 31/12	58 040	56 710	55 007	50 299
<b>Epargne brute / RRF</b>	<b>12,6%</b>	<b>10,7%</b>	<b>12,7%</b>	<b>12,9%</b>
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>6,0</b>	<b>6,9</b>	<b>5,5</b>	<b>5,2</b>
<b>Taux d'endettement</b>	<b>75,9%</b>	<b>73,7%</b>	<b>70,4%</b>	<b>66,2%</b>
<b>Service de la dette</b>	<b>9,6%</b>	<b>9,6%</b>	<b>8,8%</b>	<b>8,2%</b>

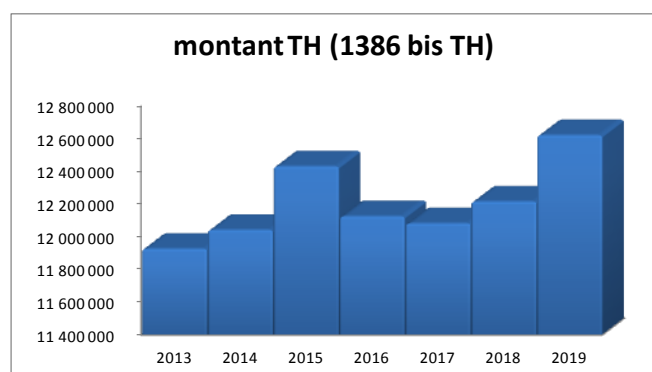
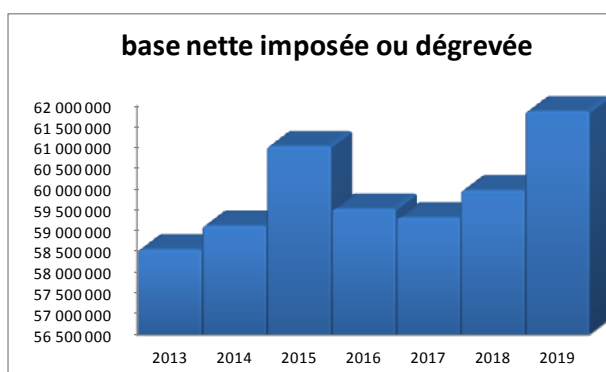
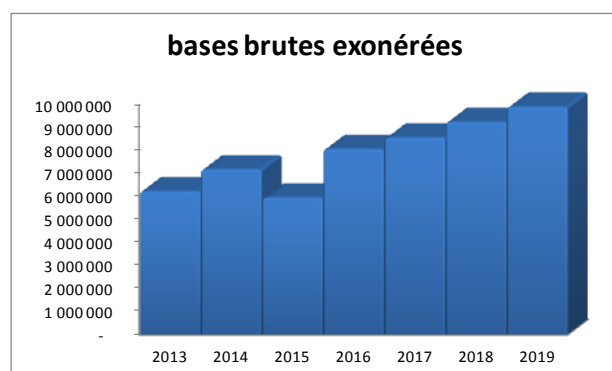
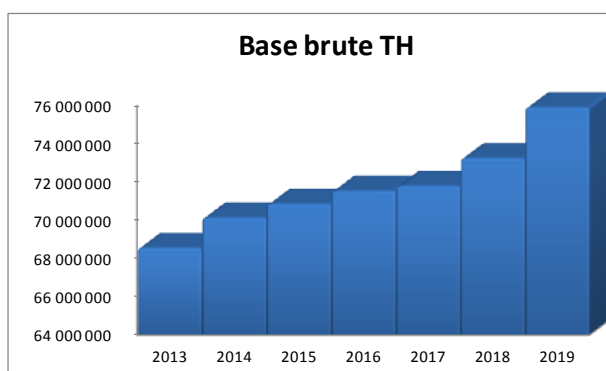
#### 1.4. Fiscalité directe –récapitulatif des produits encaissés

	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
rôle général TH	12 273 272 €	12 229 155 €	12 374 323 €	12 808 647 €
rôle complémentaire TH	60 521 €	39 178 €	37 277 €	54 834 €
rôle supplémentaire TH	100 811 €	95 941 €	113 493 €	129 240 €
<i>sous total TH</i>	<i>12 434 604 €</i>	<i>12 364 274 €</i>	<i>12 525 093 €</i>	<i>12 992 721 €</i>
rôle général TFB	18 390 988 €	18 625 375 €	19 067 860 €	19 454 254 €
rôle complémentaire TFB	9 453 €	24 945 €	29 438 €	4 168 €
rôle supplémentaire TFB	3 763 €	30 380 €	101 634 €	5 831 €
<i>sous total TFB</i>	<i>18 404 204 €</i>	<i>18 680 700 €</i>	<i>19 198 932 €</i>	<i>19 464 253 €</i>
<i>Taxe sur les friches commerciales</i>			2 559 €	2 695 €
rôle général TFNB	123 456 €	118 680 €	119 856 €	118 302 €
rôle complémentaire TFNB	- €	- €	- €	42 €
rôle supplémentaire TFNB	- €	- €	- €	- €
<i>sous total TFNB</i>	<i>123 456 €</i>	<i>118 680 €</i>	<i>119 856 €</i>	<i>118 344 €</i>
	<b>30 962 264 €</b>	<b>31 163 654 €</b>	<b>31 846 440 €</b>	<b>32 578 013 €</b>

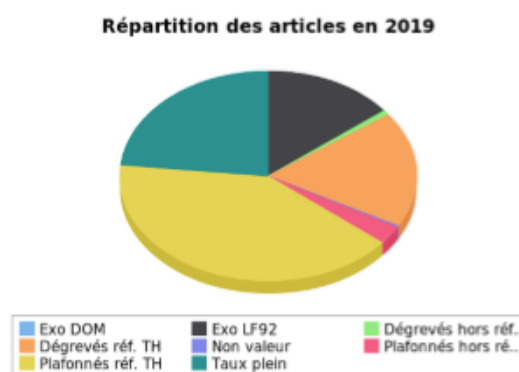
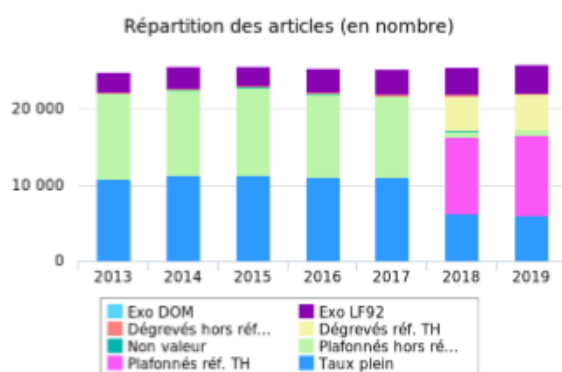


## 1.5. Fiscalité directe – Taxe d'Habitation

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Base brute TH	68 554 328	70 132 530	70 856 228	71 538 095	71 796 737	73 244 509	75 902 840
nombre d'articles du rôle (hors THLV)	25 005	25 444	25 363	25 216	25 057	25 262	25 608
Base brute THLV	1 202 037	866 280	859 985	724 906	717 710	776 365	918 446
nombre d'articles du rôle THLV	415	317	302	312	306	302	351
TOTAL base brute	69 756 365	70 998 810	71 716 213	72 263 001	72 514 447	74 020 874	76 821 286
TOTAL articles du rôle	25 420	25 761	25 665	25 528	25 363	25 564	25 959
bases brutes exonérées	6 241 195	7 190 850	5 968 613	8 077 171	8 574 903	9 256 116	9 913 851
bases nettes exonérées art. 1414 I et I bis	5 774 519	6 728 619	5 504 762	7 570 247	8 039 745	8 665 160	9 273 959
allocation compensatrice n+1	834 418	972 285	795 438	1 093 901	1 161 743	1 252 116	1 340 087
base brute imposée	62 313 133	62 941 680	64 887 615	63 460 924	63 221 834	63 988 393	65 988 989
total des abattements	3 761 029	3 822 556	3 859 938	3 934 123	3 904 422	4 018 393	4 124 350
base nette imposée ou dégrevée	58 552 104	59 119 124	61 027 677	59 526 801	59 317 412	59 970 000	61 864 639
montant TH calculé	11 927 064	12 042 566	12 431 338	12 125 609	12 082 957	12 215 889	12 601 827
montant TH (1386 bis TH)	11 927 024	12 042 655	12 431 020	12 125 756	12 082 781	12 216 220	12 621 569
montant THLV (1386 bis TH)	244 861	176 465	175 183	147 665	146 198	158 147	187 087
TOTAL montant net TH + THLV (1386 bis TH)	12 171 918	12 219 027	12 606 517	12 273 272	12 229 155	12 374 323	12 808 647
Pour mémoire notification état n° 1259 com	11 921 543	12 242 777	12 374 775	12 728 806	12 432 015	12 481 921	12 691 732
écart 1386 bis TH - 1259 com	250 375	- 23 750	231 742	- 455 534	- 202 860	- 107 598	116 915
évolution des bases brutes TH + THLV		1,78%	1,01%	0,76%	0,35%	2,08%	3,78%
évolution physique des bases brutes TH + THLV		0,88%	0,11%	-0,24%	-0,05%	0,88%	1,58%
majoration forfaitaire		0,90%	0,90%	1,00%	0,40%	1,20%	2,20%



Roles TH - Analyse des articles imposés, dégrévés et plafonnés - Synthèse							
Nb d'articles	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nb d'articles exo. DOM (1)	0	0	0	0	0	0	0
Nb d'articles exo. LF92 (2)	2 651	2 954	2 481	3 201	3 341	3 546	3 701
Nb d'articles dégrévés(3)	110	142	166	176	180	208	198
Nb d'articles dégrévés réforme TH(4)	0	0	0	0	0	4 534	4 638
Nb d'articles nuls et NV (5)	58	59	64	62	67	68	63
Nb d'articles plafonnés (6)	11 289	11 266	11 660	11 012	10 736	786	736
Nb d'articles plafonnés réforme TH (7)	0	0	0	0	0	10 062	10 561
Nb d'articles 1+2+3+4+5+6+7	14 108	14 421	14 371	14 451	14 324	19 204	19 918
Nb d'articles à taux plein	10 897	11 340	11 294	11 077	11 039	6 360	6 041
Nb d'articles du rôle	25 005	25 761	25 665	25 528	25 363	25 564	25 959



**Approche du nombre de locaux concernées par la réforme de la TH à Blois** (dégrèvement de TH sur la résidence principale à hauteur 30% du restant à charge en 2018, 65% en 2019 et 100% en 2020, sous condition de plafond de revenu fiscal de référence fonction de la composition du foyer fiscal). Hors THLV (351 articles), on dénombre 25608 locaux et dépendances imposables à Blois en 2019 comprenant résidences principales, résidences secondaires et dépendances bâties qui peuvent faire l'objet d'un article distinct dans le rôle (problématique d'adressage).

Sur ces 25608 articles :

- 3701 bénéficient d'une exonération totale (veufs, +60 ans, infirmes, invalides handicapés sous conditions de revenu de l'art. 1417-1 du CGI)
- 198 bénéficient d'un dégrèvement total au titre de la gestion d'hébergements collectifs
- 736 bénéficient d'un dégrèvement total au titre du plafonnement sous conditions de revenu de l'art. 1414 A du CGI
- 63 sont nuls ou admis en non-valeur
- 4638 taux plein avant la réforme qui entrent dans le nouveau dispositif de dégrèvement
- 10561 plafonnés sous conditions de revenu de l'art. 1414 A du CGI avant la réforme et qui cumulent désormais avec le nouveau dispositif de dégrèvement
- 5690 taux plein

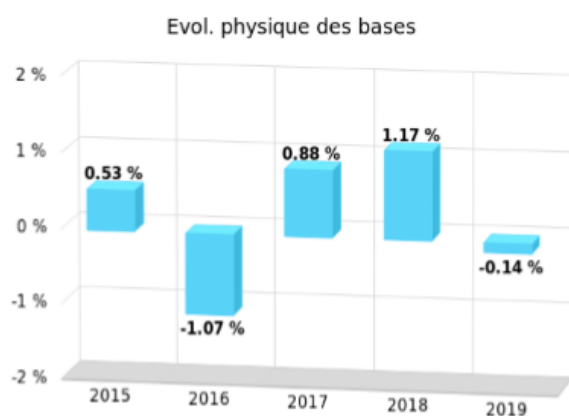
La proportion d'articles qui restent à taux plein après réforme s'établit donc à  $5690/25608 = 22,22\%$ . Le coût pour l'Etat des dégrèvements nouveaux accordés à Blois en 2019 au titre de cette réforme s'est élevé à 5 480 495 €, correspondant au paiement de l'impôt par l'Etat en lieu et place du redevable.

Roles TH - Analyse pluriannuelle des données de la réforme de la TH					
Années	Nb. d'article dégrévés	Bases brutes	Bases nettes	Montant du dégrèvement	Réduction du dégrèvement
2018	14 596	41 530 014	38 813 776	2 420 264	27
2019	15 220	43 650 657	40 830 553	5 480 495	14



## 1.6. Fiscalité directe – Taxe Foncière sur les propriétés Bâties

Roles TF - Evolution physique des bases de foncier bâti (BLOIS)					
Evol. physique des bases	2015	2016	2017	2018	2019
Bases	55 269 104	55 228 193	55 932 974	57 260 481	58 439 723
Evol. annuelle	1,43 %	-0,07 %	1,28 %	2,37 %	2,06 %
CMF bâti	0,90 %	1,00 %	0,40 %	1,20 %	2,20 %
Evol. physique	0,53 %	-1,07 %	0,88 %	1,17 %	-0,14 %



### Description

L'évolution physique des bases traduit l'enrichissement ou l'appauvrissement fiscal réel de la commune en matière de taxe foncière bâtie. Elle est calculée en corrigeant le montant des bases notifiées par le coefficient de majoration forfaitaire des propriétés bâties. Si elle est positive elle traduit un enrichissement de la commune au niveau de sa matière imposable à la taxe foncière.

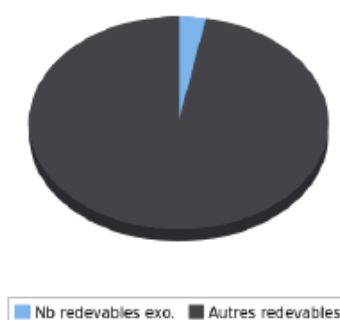
bases communales imposées au foncier bâti	2017	2018	2019	2019/2018 -1
Locaux d'habitation ordinaire	28 440 078	28 981 301	29 955 995	3,4%
Locaux d'habitation à caractère social	7 432 808	7 488 075	7 646 314	2,1%
Locaux d'habitation soumis à la loi de 48	3 962	2 266	1 912	-15,6%
Autres locaux passibles de la TH	1 203 527	1 312 187	1 253 687	-4,5%
Locaux à usage professionnel et commercial	12 888 991	13 364 785	13 319 950	-0,3%
Établissements industriels et assimilés	5 963 608	6 111 867	6 261 865	2,5%
<b>Total</b>	<b>55 932 974</b>	<b>57 260 481</b>	<b>58 439 723</b>	<b>2,06%</b>

Roles TF - Analyse pluriannuelle des redevables exonérés ECF (BLOIS)						
Années	Nb redevables exonérés	Total redevables	% redevables exo.	Montant bases exo. ECF	Montant bases tot.	% bases exo
2013	512	21 913	2,34 %	810 338	53 876 774	1,50 %
2014	505	22 030	2,29 %	799 145	54 488 908	1,47 %
2015	392	22 088	1,77 %	635 003	55 269 104	1,15 %
2016	588	22 270	2,64 %	1 003 382	55 228 193	1,82 %
2017	592	22 453	2,64 %	1 000 623	55 932 974	1,79 %
2018	641	22 643	2,83 %	1 066 143	57 260 481	1,86 %
2019	674	22 774	2,96 %	1 083 458	58 439 723	1,85 %

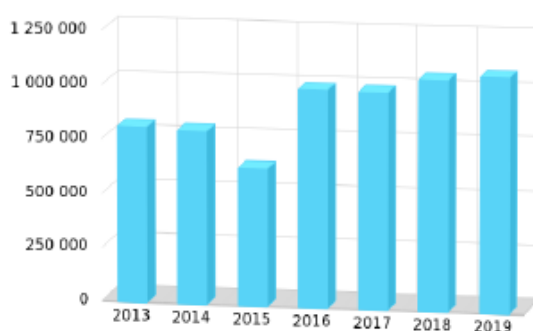
Nb redevables exonérés



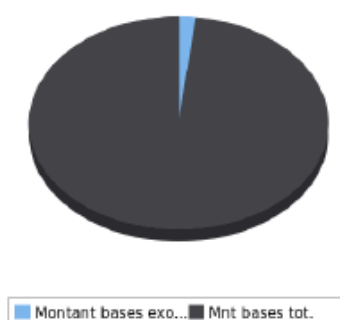
Redevables exonérés en 2019



Montant bases exo. ECF



Montant des bases exonérés en 2019

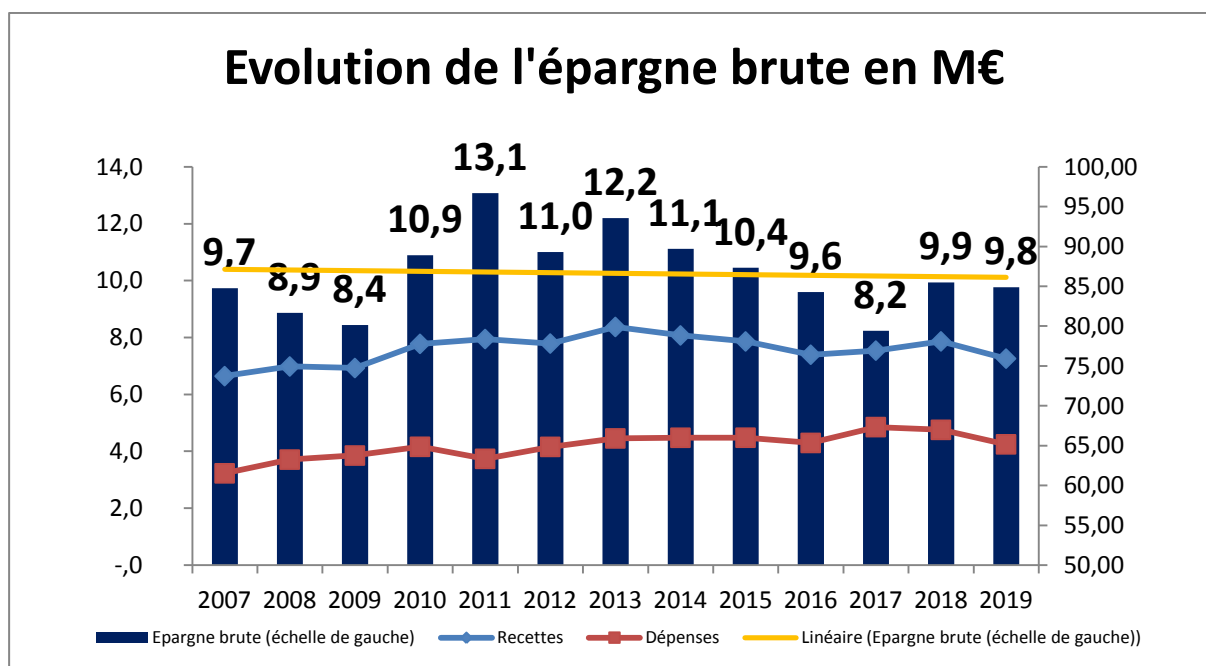


## 1.7. Composition de la DGF notifié – dotation forfaitaire

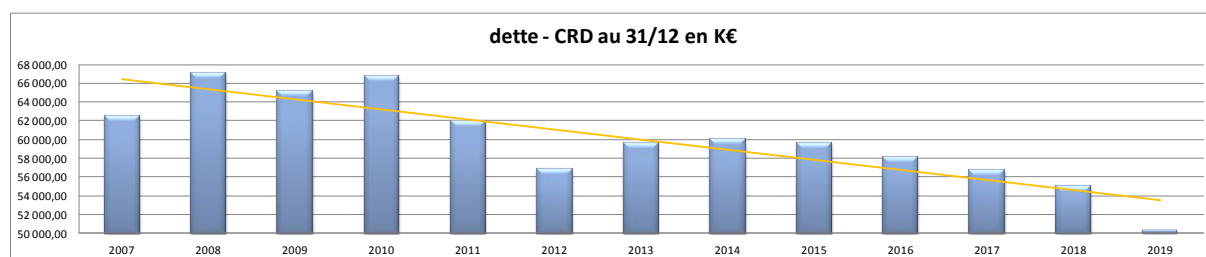
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dotation forfaitaire n-1 retraitée			11 083 883	9 479 205	7 707 569	6 956 222	6 779 135
Part dynamique de la population			- 60 343	- 31 575	100 691	- 80 669	5 000
Ecrêtement péréqué			- 124 058	- 246 353	- 144 384	- 96 418	- 113 470
Contribution au redressement des finances publiques		- 566 633	- 1 420 277	- 1 493 708	- 707 654		
<b>Montant total dotation forfaitaire n notifié</b>	<b>11 729 890</b>	<b>11 086 266</b>	<b>9 479 205</b>	<b>7 707 569</b>	<b>6 956 222</b>	<b>6 779 135</b>	<b>6 670 665</b>

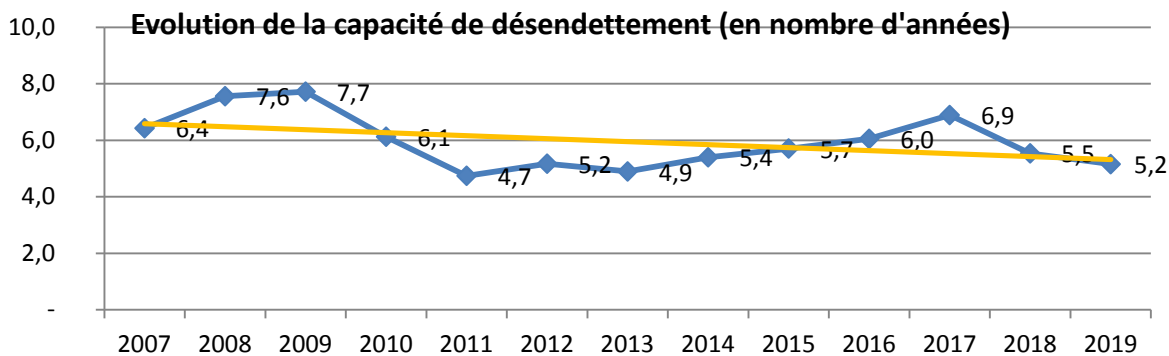
## 1.8. Niveau d'encours et solvabilité

Le niveau d'encours de la dette sur le budget principal au 31/12 s'inscrit à 50 299 K€, soit 1 058 € par habitant. Ce montant divisé par l'épargne brute donne une capacité de désendettement de **5,2 ans** contre 5,5 en 2018. À titre d'information, l'encours total de la dette par habitant au 31/12/2018 ressort à 1 038 € (national) et 1 082 € (régional) pour les communes de 20 à 49 999 habitants appartenant à un groupement fiscalisé (FPU).



L'épargne brute s'établit à **9 762 K€**, soit une diminution de **- 1,8%** par rapport à l'exercice précédent. L'épargne brute est calculée par différence entre les produits réels de fonctionnement (hors produits de cession d'immobilisation) et les charges réelles. Les produits et charges réels sont les opérations qui donnent lieu à encaissement et décaissements effectifs. L'épargne brute traduit la capacité de la Ville à financer, par son fonctionnement courant, ses opérations d'investissement (remboursements de dettes, dépenses d'équipement).

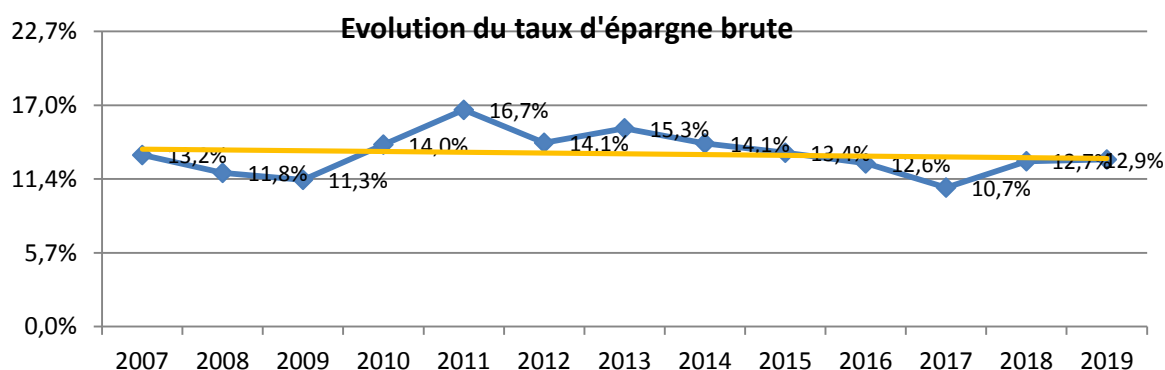




La capacité de désendettement exprime le nombre d'années théorique nécessaire à la Ville de Blois pour rembourser sa dette si elle y affecte l'intégralité de son épargne brute.

Le seuil maximum à ne pas dépasser est classiquement fixé à 15 ans. Ce qui signifie, pour une collectivité dans cette situation et dont l'encours présenterait une durée de 15 ans (durée usuelle sur laquelle les financements sont proposés aux collectivités locales pour financer leurs équipements publics), que cette collectivité consacre chaque année l'intégralité de son épargne brute à rembourser sa dette selon un profil d'amortissement constant.

Une situation saine consiste par exemple à consacrer chaque année le même montant d'épargne à se désendetter et à investir ; ce qui, toujours pour une durée résiduelle de 15 ans et selon un profil d'amortissement constant, se traduit par une capacité de désendettement de 7,5 ans.

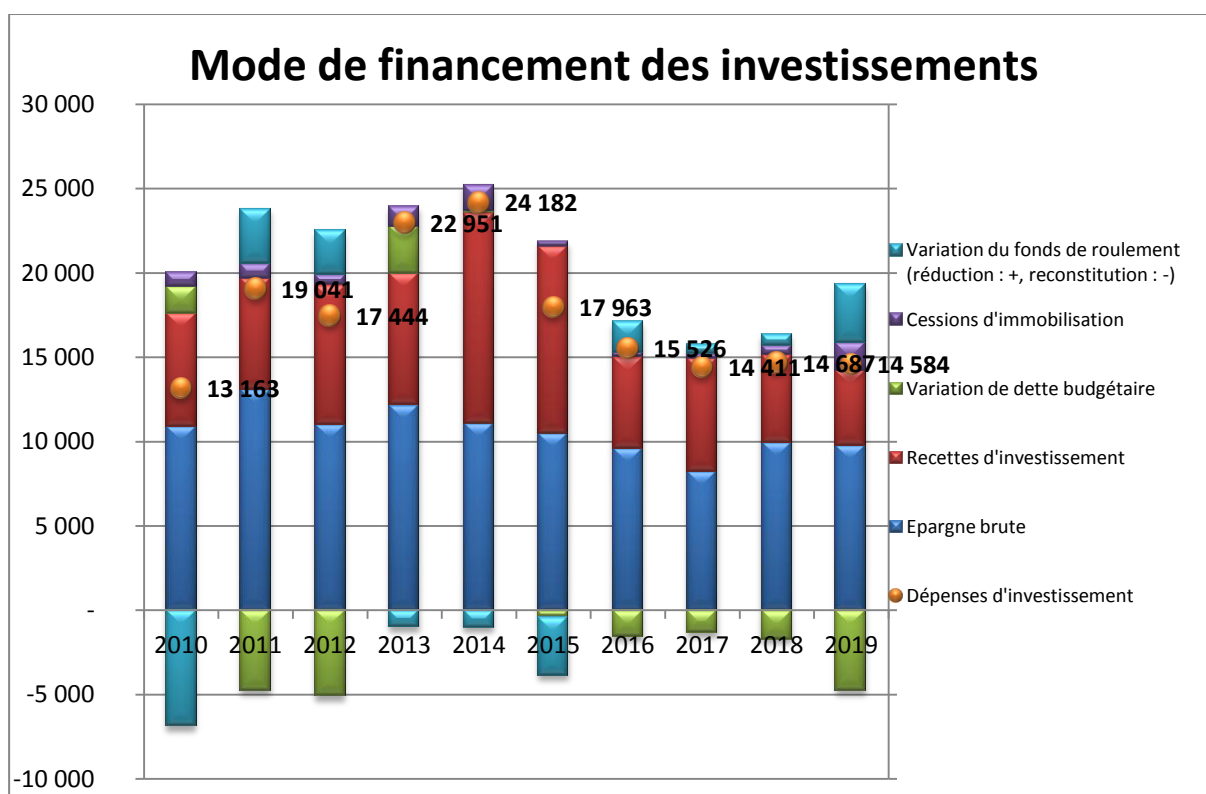


L'épargne brute peut également être rapportée au total des recettes réelles de fonctionnement pour déterminer le taux d'épargne brute.

Pour la Ville de Blois, le taux d'épargne brute du budget principal s'établit à **12,9%** au terme de l'exercice 2019. Ce ratio mesure la part de ses recettes courantes que la Ville de Blois parvient à dégager pour alimenter sa section d'investissement, c'est-à-dire d'une part pour rembourser sa dette, et d'autre part pour financer ses investissements. « Empiriquement, un premier seuil d'alerte peut être fixé aux alentours de 10% sur le taux d'épargne brute, la limite à ne pas franchir se situant aux environs de 7-8% »<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> La lettre technique du cabinet Michel Klopfer n° 63

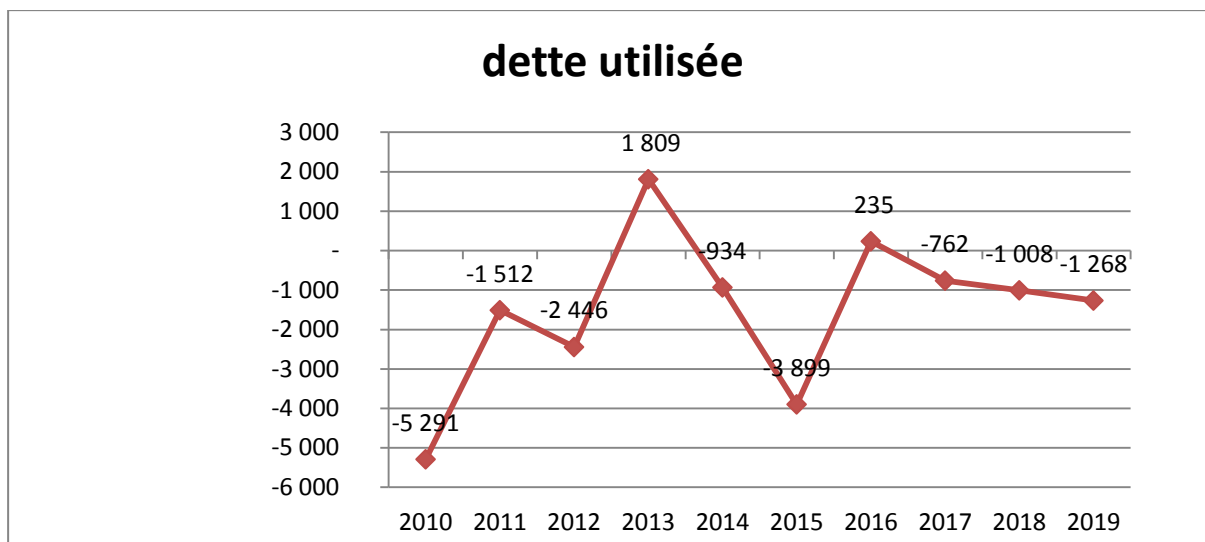
## 1.9. Mode de financement des investissements et dette utilisée



Le concept de « dette utilisée » vise à corriger la variation de dette budgétaire de la variation du fonds de roulement afin de détecter des signes avant-coureurs de dégradation.

Le tableau ci-après résume différents cas de figure et en fournit une explication simplifiée.

	Variation positive de la dette budgétaire (flux net de dette positif) +		Variation positive du fonds de roulement (reconstitution) +		Dette utilisée	
Cas n° 1	- 5	-	- 5	=	0	Alignement en trésorerie zéro = assèchement du fonds de roulement
Cas n° 2	+ 5	-	+ 5	=	0	La dette nouvelle n'est pas utilisée : l'intégralité de la dette nouvelle se retrouve dans le fonds de roulement
Cas n° 3	+ 5	-	+ 7	=	- 2	La dette nouvelle n'est pas utilisée et un surplus de recettes définitives vient gonfler le fonds de roulement
Cas n° 4	+ 5	-	+ 2	=	3	La dette est utilisée pour partie
Cas n° 5	+ 5	-	- 2	=	7	La dette est utilisée en totalité et la Ville pioche dans son fonds de roulement (dette antérieurement constituée) = <b>signe avant-coureur de dégradation</b>



En 2010, la Ville de Blois se trouve dans la configuration n°3, elle reconstitue son fonds de roulement au-delà du montant de la dette nouvelle enregistrée, grâce notamment aux produits supplémentaires de fiscalité tirés de la hausse des taux.

En 2011 et 2012, la Ville se trouve en configuration n°1, elle se désendette et assèche son fonds de roulement qui passe en territoire négatif fin 2012.

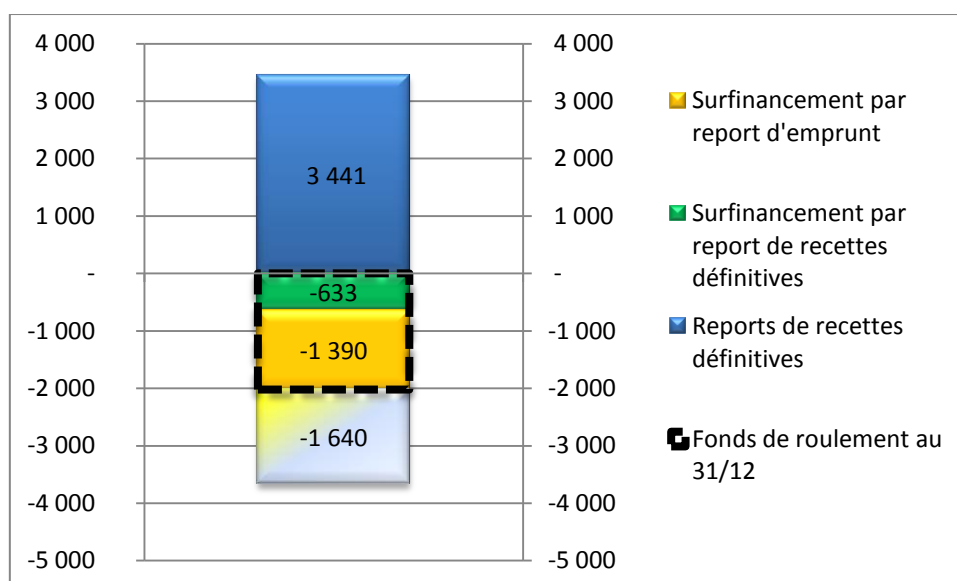
En 2013, la Ville épouse la configuration n°4, la dette utilisée concourt au financement des investissements et 1M€ vient reconstituer le fonds de roulement pour le ramener à un seuil proche de zéro.

En 2014, la Ville renoue avec la configuration de type 3 : reconstitution du fonds de roulement (+986 K€), sans utilisation effective de la dette, mais cette fois-ci grâce notamment à la reprise des excédents des budgets annexes et aux recettes définitives d'investissement.

En 2015, la Ville aborde une configuration inédite, elle reconstitue très fortement son fonds de roulement (+3,5 M€) tout en se désendettant légèrement (-0,4 M€).

Depuis 2016, la Ville retrouve la configuration de 2011-2012 (n°1) : désendettement et assèchement du fonds de roulement.

### 1.10. Mode de financement des dépenses d'investissement reportées



Les reports 2019 (3 441 K€) et le fonds de roulement négatif sont surfinancés à hauteur de 1 640 K€. Ce surfinancement est disponible sur l'exercice suivant pour financer des dépenses d'investissement et/ou réduire le programme d'emprunt nouveau prévu au stade du budget primitif.

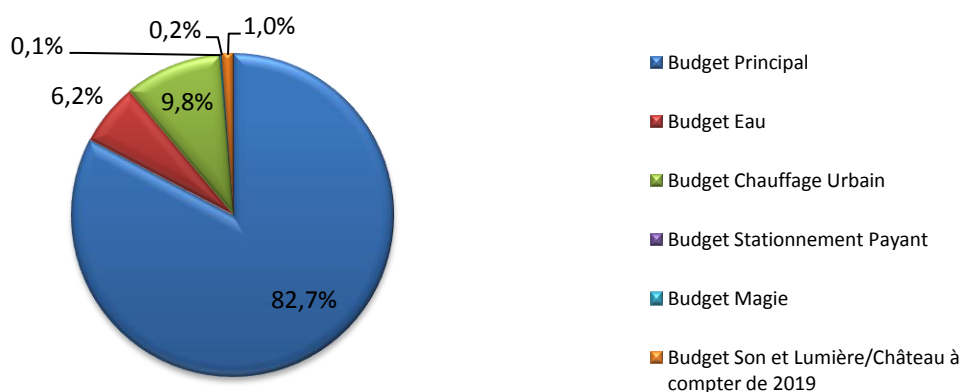
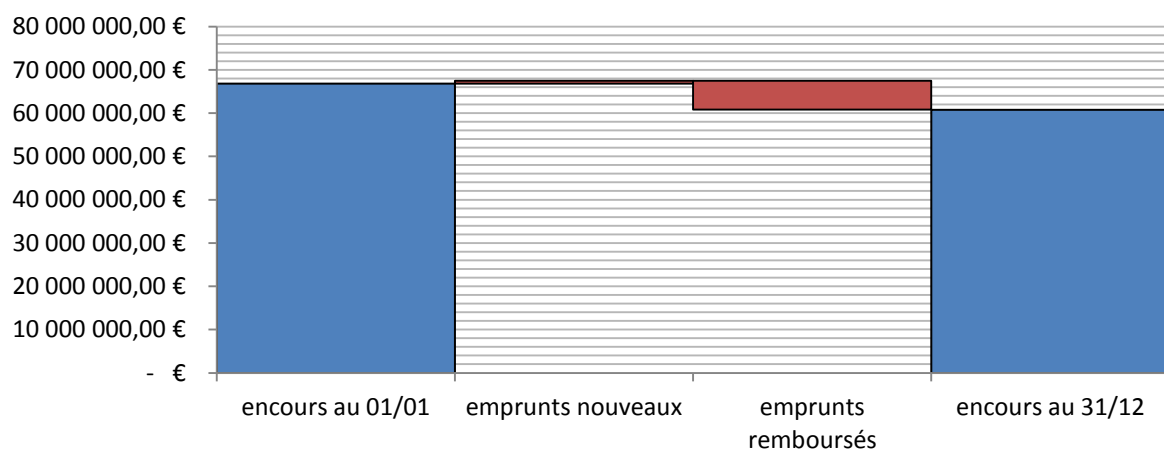
## 2. Résultats de la gestion 2019 – budgets annexes Ville de Blois

2019	eau	chauffage urbain	stationnement payant	maison de la magie	château royal
résultat de l'exercice	2 450 810,53	949 210,77	342 870,15	101 166,28	182 905,36
résultat de clôture	2 281 684,82	- 121 018,91	1 307 430,44	55 762,92	332 369,22
RAR D		42 552,40	19 309,81	48 399,82	31 498,72
RAR R		405 349,47	-	82 000,00	-
résultat cumulé	2 281 684,82	241 778,16	1 288 120,63	89 363,10	300 870,50
Épargne de gestion en K€ *	1 677	692	344	- 36	- 201
Épargne brute en K€ *	1 577	579	343	- 39	- 207
Épargne nette en K€ *	692	163	301	- 146	- 251
Taux d'épargne brute	46%	75%	19%	-	-
Encours au 31/12 en K€	3 787	5 936	32	133	600
Capacité de désendettement	2,4	10,3	0,1	133,2	599,6
* hors subvention du budget principal					
Lorsque l'épargne brute est négative ou nulle, son montant est considéré comme égal à un euro pour le calcul de la capacité de désendettement					

### 3. Synthèse de la dette au 31/12/2019 Ville de Blois

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (Ex Ex, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne
60 787 678.40 €	1,95 %	11 ans et 1 mois	5 ans et 8 mois

*hors compte 165 dépôts et cautionnements reçus*



Hors budget annexe de l'eau :

Eléments de synthèse		Au 31/12/2019
Votre dette globale est de :		<b>57 000 708.47 €</b>
Son taux moyen hors swap s'élève à :		1.91 %
Son taux moyen avec swap s'élève à :		1.90 %
Sa durée résiduelle moyenne est de :		11.88 ans
Sa durée de vie moyenne est de :		6.07 ans

Budget	CRD	Taux Moyen avec dérivés	Durée résiduelle (années)	Durée de vie moyenne (années)
Budget Principal	50 299 043.17 €	1,92 %	11 ans	5 ans
Budget Chauffage Urbain	5 936 484.17 €	1,79 %	22 ans	12 ans
CHATEAU ROYAL	599 607.52 €	1,08 %	13 ans	7 ans
Budget Magie	133 173.61 €	1,38 %	9 ans	5 ans
Budget Stationnement	32 400.00 €	3,85 %	7 ans	3 ans



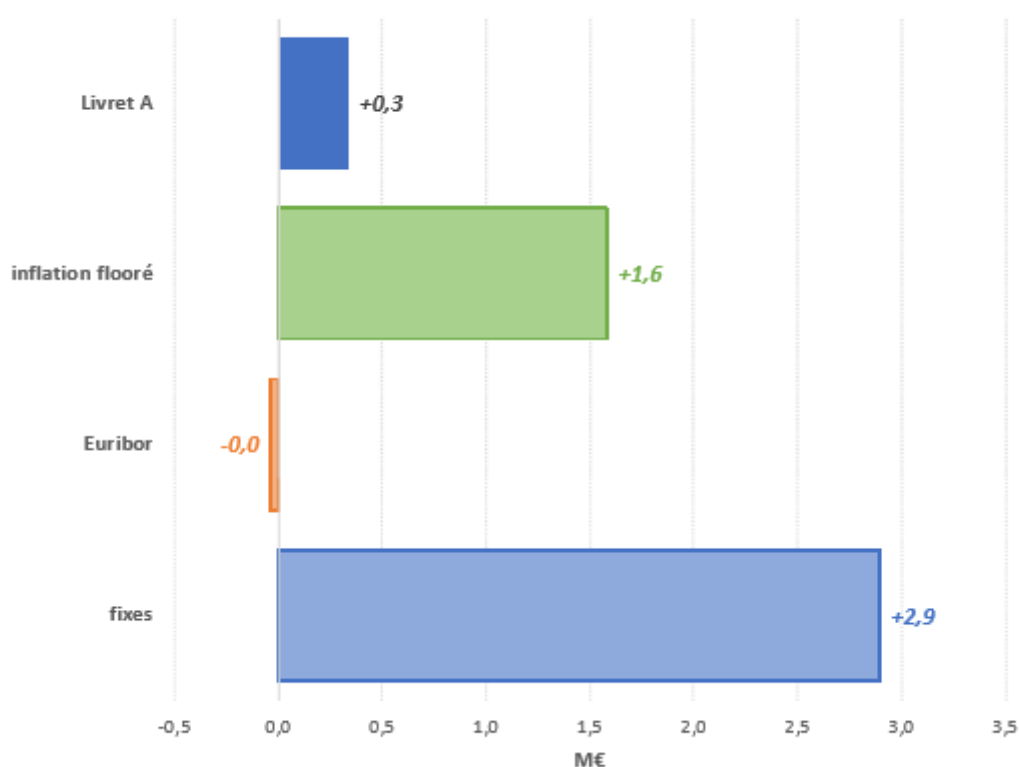
### 3.1. La valorisation de l'encours

Selon une analyse conduite par le cabinet Michel Klopfer<sup>2</sup>, à partir des conditions de marché au 31 décembre 2019 (dernier jour ouvré de l'année) et sur la base des emprunts contractés les plus récents, en tablant sur un niveau de marge bancaire courante de +0,45% sur Euribor/swap (la marge de marché à fin 2019 est estimée à 45 pb pour les collectivités locales dans leur ensemble sans discrimination significative entre les emprunteurs locaux), les 57 M€ d'encours municipal<sup>3</sup> au 31/12 représentent une valeur actuelle nette de 62 M€.

« Le surcoût actuariel est en progression sur un an, passant de 4,5 à 4,8 M€, ce qui pour l'essentiel résulte de la forte baisse des taux longs intervenue entre fin 2018 et fin 2019.

- A 8,4% de surcoût, le bilan actuariel peut être qualifié de «normal», le contexte actuel de taux longs très bas produisant des surcoûts souvent voisins de 10% dans les encours locaux.
- La progression du surcoût en montant a été limitée par la forte baisse de l'encours, liée en partie au transfert de la dette du budget de l'eau à Agglopolys : exprimée en proportion de cet encours, la hausse du surcoût est plus marquée. Elle est passée de 6,8% à 8,4%, ce qui est logique car la dette de la Ville est du fait de sa structure (présence de floor sur le compartiment indexé notamment) très sensible à la variation des taux longs.
- Le léger ressaut de la marge de marché a contribué à alléger le bilan actuariel. »

Répartition du bilan actuariel de la dette en place dans le marché  
du 31/12/2019 (- : avantage / + : surcoût)

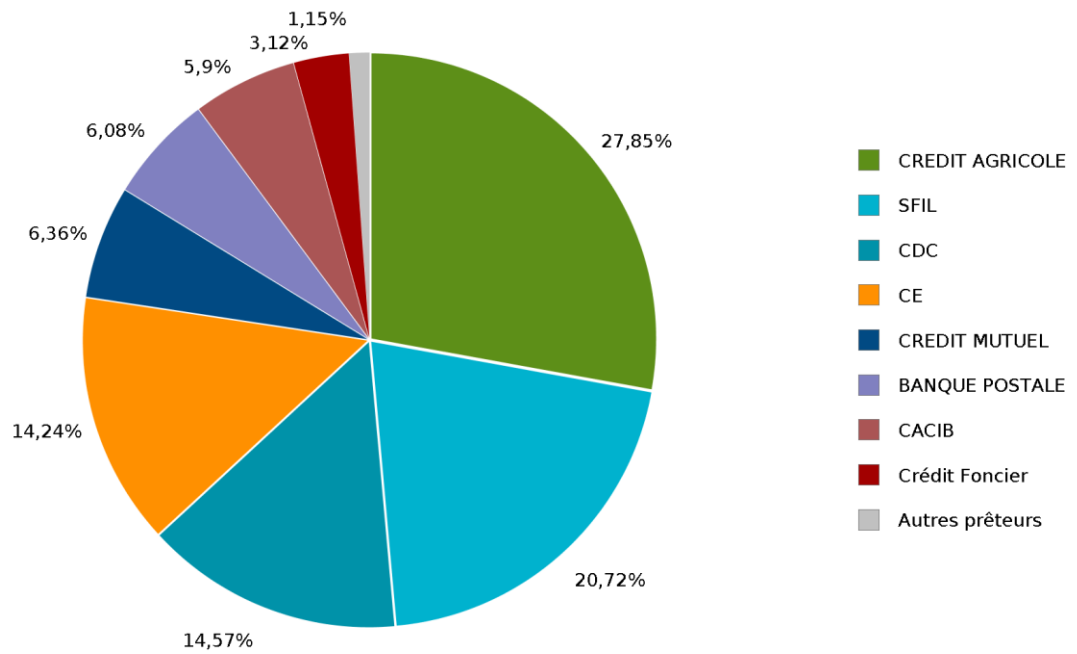


<sup>2</sup> Ville de Blois – gestion de la dette – février 2020 – cabinet Michel Klopfer

<sup>3</sup> hors budget annexe de l'eau, hors dépôts et cautionnements reçus (compte 165) et hors emprunts et dettes assimilés (compte 168)

### 3.2. Les partenaires bancaires

L'encours de dette se répartit autour des groupes bancaires suivants :



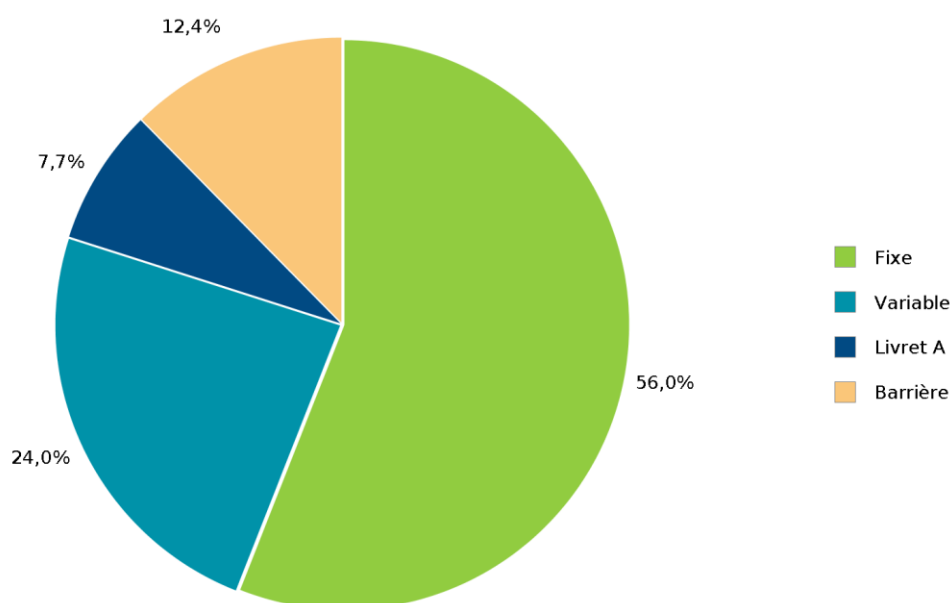
### 3.3. La structure de la dette

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (Ex Ex, Annuel)
Fixe	34 023 008.43 €	55,97 %	2,42 %
Variable	14 559 647.33 €	23,95 %	0,05 %
Livret A	4 688 717.57 €	7,71 %	1,38 %
Barrière	7 516 305.07 €	12,36 %	3,91 %
<b>Ensemble des risques</b>	<b>60 787 678.40 €</b>	<b>100,00 %</b>	<b>1,95 %</b>

#### Définition des indexations

Taux fixes : emprunts (en euros) pour lesquels le taux payé sera fixe jusqu'à leur extinction.

Taux variables : emprunts indexés sur un taux variable de la zone euro (Euribor, Eonia et ses dérivés, taux européens).



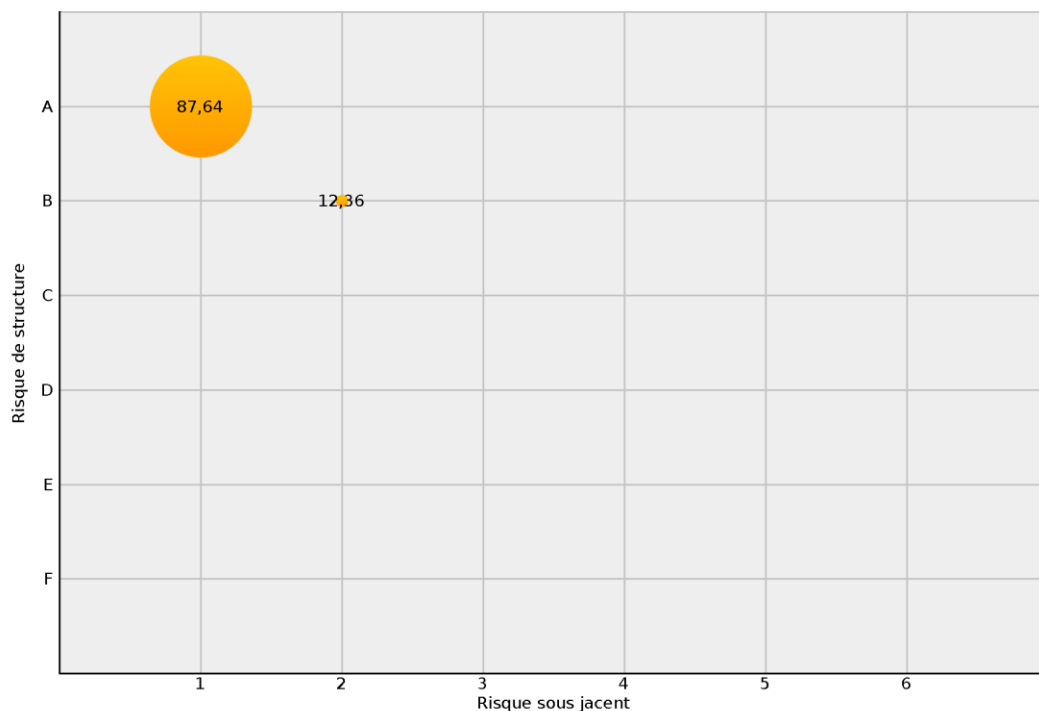
Hors budget annexe de l'eau :

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (Ex Ex, Annuel)
Fixe	31 381 878.07 €	55,06 %	2,30 %
Variable	13 471 647.33 €	23,63 %	0,05 %
Livret A	4 688 717.57 €	8,23 %	1,38 %
Barrière	7 458 465.50 €	13,08 %	3,91 %
<b>Ensemble des risques</b>	<b>57 000 708.47 €</b>	<b>100,00 %</b>	<b>1,90 %</b>

### 3.4. La dette selon la Charte de bonne conduite

Risque faible

Taille de la bulle = % du CRD



Risque élevé

La Charte de bonne conduite signée au mois de décembre 2009 vise à régir les rapports mutuels entre collectivités territoriales et établissements bancaires. Celle-ci formule un certain nombre d'engagements réciproques devant notamment permettre une meilleure maîtrise des risques. Dans ce cadre, a été définie une matrice des risques afin de permettre une classification des produits proposés aux collectivités locales.

#### Cette classification retient deux dimensions :

- 1 Le risque associé à l'indice ou les indices sous-jacents : les indices de la zone euro (Euribor, CMS EUR, etc.) sont ainsi considérés de risque minimum (risque 1) quand les écarts entre indices hors zone euro présentent le risque maximum (risque 5) ;
- 2 Le risque lié à la « structure » du produit : allant de A à E ; plus la structure est dynamique, plus le produit sera considéré comme risqué.

#### Charte de bonne conduite : classification des risques

##### Indices sous-jacents

1	INDICES ZONE EURO
2	INDICES INFLATION FRANÇAISE OU INFLATION ZONE EURO OU ÉCARTS ENTRE CES INDICES
3	ÉCARTS D'INDICES ZONE EURO
4	INDICES HORS ZONE EURO. ÉCART D'INDICES DONT L'UN EST UN INDICE HORS ZONE EURO
5	ÉCART D'INDICES HORS ZONE EURO
6*	INDEXATIONS NON AUTORISÉES DANS LE CADRE DE LA CHARTE (TAUX DE CHANGE...)

##### Structures

A	ÉCHANGE DE TAUX FIXE CONTRE TAUX VARIABLE OU INVERSEMENT. ÉCHANGE DE TAUX STRUCTURÉ CONTRE TAUX VARIABLE OU TAUX FIXE (SENS UNIQUE). TAUX VARIABLE SIMPLE PLAFONNÉ (CAP) OU ENCADRÉ (TUNNEL).
B	BARRIÈRE SIMPLE. PAS D'EFFET DE LEVIER
C	OPTION D'ÉCHANGE (SWAPTION)
D	MULTIPLICATEUR JUSQU'À 3 ; MULTIPLICATEUR JUSQU'À 5 CAPÉ
E	MULTIPLICATEUR JUSQU'À 5
F*	STRUCTURES NON AUTORISÉES PAR LA CHARTE (CUMULATIF, MULTIPLICATEUR > 5...)

SOURCE : CHARTE DE BONNE CONDUITE ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES

\* : HORS CHARTE

Les produits dont les sous-jacents ou les structures ne rentrent pas dans ce cadre (les produits indexés sur des cours de change, des matières premières, etc. ou encore les structures avec des multiplicateurs de 7) sont hors charte et ne peuvent, par conséquent, pas être proposés par les banques signataires.

Source : finance active

#### 4. Budget principal Ville de Blois – bilan synthétique

	2017	2018	2019	Δ
Ressources à moyen et long terme	622 451 253,37	635 765 139,48	645 498 559,27	1,5%
dont emprunts et dettes financières	56 734 185,80	55 108 971,69	50 379 166,38	-8,6%
dont provisions pour risque et charges			112 500,00	
Actif immobilisé brut	620 270 715,31	634 261 558,77	647 338 394,93	2,1%
<b>Fonds de roulement net global</b>	<b>2 180 538,06</b>	<b>1 503 580,71</b>	<b>- 1 839 835,66</b>	<b>-222,4%</b>
actifs d'exploitation	4 919 222,52	5 044 753,40	4 869 664,97	-3,5%
dettes d'exploitation	5 053 343,75	7 753 927,70	8 437 992,09	8,8%
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	<b>- 134 121,23</b>	<b>- 2 709 174,30</b>	<b>- 3 568 327,12</b>	<b>-31,7%</b>
Valeurs mobilières de placement	-	-		
Disponibilités	2 314 659,29	4 212 755,01	1 728 491,46	-59,0%
Crédits et lignes de trésorerie	-			
<b>Trésorerie</b>	<b>2 314 659,29</b>	<b>4 212 755,01</b>	<b>1 728 491,46</b>	<b>-59,0%</b>

**Le fonds de roulement** correspond à la différence entre les ressources stables de long terme (total des fonds propres et des dettes financières à long terme), issues du cycle de financement de la Ville et les emplois stables (total de l'actif immobilisé), issus de son cycle d'investissement. L'excès de ressources de long terme constitue dans cette optique une ressource de trésorerie permettant d'assurer le financement des besoins liés au cycle d'exploitation (décalage entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses) et/ou de consolider sa situation patrimoniale.

**Le besoin en fonds de roulement** correspond à la différence entre d'une part l'ensemble des créances et des stocks et d'autre part les dettes à court terme (dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales ...). Il traduit le décalage entre la perception des recettes et le paiement des dépenses. Ainsi, une créance constatée mais non encaissée génère un besoin de financement. À l'inverse une dette constatée mais non payée permet de diminuer ce besoin.

**La trésorerie** qui correspond aux disponibilités est aussi la différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Fonds de roulement net global	1 042 825	4 571 154	2 772 003	2 180 538	1 503 581	- 1 839 836
Trésorerie	1 565 188	6 393 065	3 963 977	2 314 659	4 212 755	1 728 491
Besoin en fonds de roulement	- 522 363	- 1 821 910	- 1 191 974	- 134 121	- 2 709 174	- 3 568 327
Variation du fonds de roulement	986 659	3 528 329	- 1 799 151	- 591 465	- 676 957	- 3 343 416

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Délai Global de Paiement (en jours)	41,56	25,34	23,01	19,82	18,10	22,20

